

N°25/201/AC

DÉCISION
Relative à l'organisation du spectacle intitulé « AVARE »

Le Maire de la Commune de Coignièrès (Yvelines) ;

11^{ème} Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 ;

Vu la délibération n°2020-0505 du conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au maire ;

Vu l'organisation d'une représentation du spectacle « Avare » à la Maison du Voisinage à Coignièrès, prévue le Mercredi 25 mars 2026 à 18h ;

Considérant le contrat de cession proposé par **Le COLLECTIF DU PRÉLUDE** Chez Mai Bruun Poulsen, 21 rue Ligner, 75020 PARIS et représentée par Monsieur Antoine LOUBAT, en sa qualité de président, pour l'organisation de ce spectacle ;

Considérant qu'il convient de signer un contrat pour l'organisation de ce spectacle ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 – APPROUVE la passation d'un contrat de cession entre **COLLECTIF DU PRÉLUDE** Chez Mai Bruun Poulsen, 21 rue Ligner, 75020 PARIS, représenté par Monsieur Antoine LOUBAT, en sa qualité de président, et la Ville de Coignièrès pour l'organisation du spectacle « AVARE » prévu le Mercredi 25 mars 2026 2025 à 18h à La Maison du Voisinage de Coignièrès.

ARTICLE 2 – AUTORISE M. le Maire ou son adjoint délégué à signer le contrat pour un montant de cession de 2476 € TTC, transport non compris, avec prise en charge du déjeuner le mercredi 25 mars 2026.

ARTICLE 3 – DIT que le règlement sera effectué par mandat administratif sur présentation d'une facture à l'issue de la dernière représentation.

ARTICLE 4 – PRECISE que les dépenses correspondantes seront prélevées sur l'exercice 2026, sur la ligne budgétaire 6042 pour la cession et sur la ligne budgétaire 60623 pour les repas.

ARTICLE 5 – DIT que la présente décision fera l'objet d'une transmission à la Sous-Préfecture de Rambouillet et d'une notification au titulaire.

Fait à Coignièrès, le 21/11/2025



Le Maire,
Didier FISCHER
Vice-président de la C.A.
de Saint-Quentin-en-Yvelines



Le présent acte peut faire l'objet d'une voie de recours gracieuse auprès de son auteur, ou contentieuse devant le Tribunal Administratif de Versailles - 56 Av. de Saint-Cloud, 78000 Versailles, ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, voire lorsqu'elle a été expressément prescrite, à compter de sa notification pour la ou les personnes directement visées.